

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 4 AVRIL 2024**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE QUATRE AVRIL,  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°11 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPIFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS 15 RUE EDOUARD RENAULT CADASTRE SECTION AD N°168 ET AD N°169 AU BLANC-MESNIL**

**Le Président,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,  
**Vu** l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,  
**Vu** la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),  
**Vu** la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPIFIF,  
**Vu** la délibération n°53 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,  
**Vu** la délibération n°159B du conseil de territoire en date du 18 décembre 2023 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,  
**Vu** la convention d'intervention foncière établie entre l'EPIFIF, la commune du Blanc-Mesnil, l'EPT Paris Terres d'Envol et la métropole du Grand Paris en date du 3 avril 2023,  
**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Matthieu DE SAINT MARC, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 15 janvier 2024 en mairie du Blanc-Mesnil et enregistrée sous le numéro 093007-24C0015, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la SCI les Erables représentée par monsieur Edmond ALTABE de céder son bien situé au Blanc-Mesnil, 15 rue Edouard Renault, cadastré au Blanc-Mesnil, section AD n°168 et AD n°169 sans occupant, moyennant le prix d'un million neuf cent soixante-neuf mille six cent quatre-vingt-treize euros (1 969 693 €), auquel s'ajoute une commission de quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent quarante-cinq euros et 02 centimes hors taxes (99 445,02 € HT) à la charge de l'acquéreur,

**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

**Considérant** que le bien faisant l'objet de la demande de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans le périmètre d'étude du secteur de la Morée – Centre d'affaires Paris-Nord défini dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Blanc-Mesnil, l'EPT Paris Terres d'Envol, la métropole du Grand Paris et l'EPIFIF du 3 avril 2023 et répond aux objectifs d'intervention de l'EPIFIF,

**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la demande de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

**DÉCIDE**

- Article 1** **De déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Blanc-Mesnil, au 15 rue Edouard Renault, cadastré au Blanc-Mesnil, section AD n°168 et AD n°169, tel que décrit dans la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée, ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction nationale d'interventions domaniales.
- Article 2** **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
  - Monsieur le Directeur de l'EPIFIF,
  - Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil,
  - La présente décision sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.
- Article 3** **D'informer** le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune du Blanc-Mesnil les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.
- Article 4** **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Pour extrait conforme**



Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240404-11-04-04-2024-AU  
Date de télétransmission : 12/04/2024  
Date de réception préfecture : 12/04/2024